

Catégorie de revenu de dividendes Dynamique

Rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds

Pour l'exercice clos le 30 juin 2026

Le présent rapport annuel de la direction sur le rendement du Fonds contient des faits saillants financiers, mais ne contient pas les états financiers annuels complets du fonds d'investissement. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers annuels en composant le 1-800-268-8186, en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca ou celui de SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, ou en nous écrivant à l'adresse suivante : Gestion d'actifs 1832 S.E.C., 40, Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des états financiers intermédiaires du Fonds, des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et le terme « Fonds » désigne la Catégorie de revenu de dividendes Dynamique.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par action » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par action » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs d'actions du Fonds établi aux termes des Normes IFRS de comptabilité.

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant) y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme étant un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés, comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés

boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur, et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

Objectif et stratégies de placement

L'objectif de placement du Fonds consiste à obtenir un revenu moyen en investissant surtout dans des titres de participation et à revenu fixe de sociétés canadiennes.

Afin de réaliser son mandat, le Fonds investit principalement dans des titres productifs de dividendes ou de distributions de sociétés canadiennes sans tenir compte des pondérations par secteur. Ces titres comprennent des actions privilégiées, des actions ordinaires et des titres de fiducies de placement. Le Fonds investit aussi principalement dans des titres à revenu fixe de sociétés canadiennes, y compris des obligations de sociétés, et peut investir dans des obligations gouvernementales.

Le conseiller en valeurs a surtout recours à une démarche ascendante afin de repérer des titres de participation et des titres privilégiés, émis par des sociétés stables. Afin de maximiser le rendement tout en réduisant le risque au minimum, il évalue la situation financière et la gestion de chaque société, son secteur et l'économie dans son ensemble.

L'objectif et les stratégies de placement du Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds.

Risque

Les risques associés au Fonds sont décrits dans le prospectus simplifié. Aucun changement important pouvant avoir une incidence sur le niveau de risque global du Fonds n'a eu lieu au cours du dernier exercice.

Résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 30 juin 2026 (la « période »), le rendement total des actions de série A du Fonds s'est établi à 9,8 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement au rendement de l'indice de référence du Fonds, qui est fondé sur le rendement d'un indice ne comportant ni frais ni charges. Le rendement des autres séries du Fonds est semblable à celui de la série A, et tout écart de rendement entre les séries résulte essentiellement des différences entre les frais de gestion, les charges d'exploitation et les autres charges imputables à chaque série. Veuillez consulter la rubrique « Rendement passé » pour obtenir le rendement des autres séries du Fonds.

Pour la même période, les indices de référence généraux du Fonds, à savoir l'indice composé S&P/TSX et l'indice des obligations universelles FTSE Canada, ont respectivement réalisé un rendement de 32,9 % et de 3,5 %. Conformément au Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec les indices généraux afin de vous aider à comprendre le rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché, mais nous tenons à préciser que le mandat du Fonds peut différer considérablement de celui des indices présentés.

L'indice de référence mixte du Fonds, composé à 50 % de l'indice composé S&P/TSX et à 50 % de l'indice obligataire universel FTSE Canada, a affiché un rendement de 17,4 % au cours de la même période. Nous avons inclus cette comparaison, qui reflète plus étroitement les secteurs du marché ou les catégories d'actifs dans lesquels le Fonds investit, afin de fournir une comparaison plus utile avec le rendement du Fonds.

Le Fonds a affiché un rendement inférieur à celui de l'indice de référence mixte, en raison de la sélection des titres dans le secteur des matériaux et de la sous-pondération de cette composante, et de la sélection des titres dans les secteurs de la finance et de la consommation discrétionnaire.

Le marché des actions canadien a progressé au cours de la période de 12 mois. Le leadership sectoriel et la vigueur des bénéfices des sociétés, de concert avec l'amélioration de la confiance des investisseurs à l'égard des marchés liés aux ressources, ont favorisé ces excellents résultats. La reprise a été

particulièrement marquée parce qu'elle s'est produite dans un contexte macroéconomique mitigé : la croissance au Canada est demeurée faible, les pressions inflationnistes sont réapparues en raison des prix de l'énergie, et l'incertitude entourant la politique commerciale a continué de peser sur la confiance des entreprises.

Le rendement du marché a été tiré par les poids lourds sectoriels habituels, soit les matériaux, la finance et l'énergie. Les matériaux ont été le principal contributeur pendant une grande partie de la période, soutenus par les prix élevés des métaux précieux et la demande de couvertures de l'inflation dans un contexte d'incertitude géopolitique. Les actions liées à l'or ont bénéficié des flux de valeurs refuges, tandis que l'exposition plus générale aux métaux a été favorisée par l'intérêt des investisseurs pour les minéraux essentiels et la demande d'infrastructures. Le secteur de la finance a également contribué de façon significative, les banques canadiennes ayant bénéficié d'un contexte de taux plus stables, d'une performance résiliente des titres de créance et d'une amélioration des attentes en matière de bénéfices. Les actions du secteur de l'énergie ont été globalement plus fermes, soutenues par les prix élevés du pétrole à divers moments de la période, bien que les résultats aient été plus inégaux, les prix du pétrole brut ayant évolué en fonction des développements géopolitiques et des préoccupations liées à l'offre mondiale.

La conjoncture économique intérieure s'est avérée moins solide que ne le laissait entendre le rendement global du marché des actions. La Banque du Canada a maintenu son taux du financement à un jour à 2,25 % en juin 2026, cherchant à trouver un équilibre entre une économie en perte de vitesse et de nouvelles pressions inflationnistes. Le PIB réel a légèrement reculé au premier trimestre de 2026, l'activité dans le secteur du logement s'est affaiblie et l'investissement des entreprises est resté en stagnation. Les conditions du marché du travail étaient en dents de scie, le chômage fluctuant entre 6,5 % et 7 %. L'inflation est passée à 2,8 % en avril, ce qui reflète essentiellement la hausse des prix de l'énergie et les effets de base liés à l'élimination de la taxe sur le carbone pour les consommateurs, tandis que les mesures de l'inflation fondamentale se sont rapprochées de 2 %. Cette situation a conduit les décideurs politiques à adopter une position prudente : ils étaient prêts à ne pas tenir compte de l'inflation à court terme liée aux prix de l'énergie, mais restaient attentifs à tout signe indiquant que les pressions sur les prix devenaient plus persistantes.

Dix des onze secteurs de la classification industrielle mondiale standard (« GICS ») ont généré des rendements positifs au cours de la période de 12 mois. Les secteurs les plus performants ont été les matériaux, la finance et l'énergie. Les secteurs les moins performants ont été ceux de la technologie, des communications et de l'immobilier.

Au cours de la période, le dollar canadien s'est déprécié par rapport au dollar américain, à l'euro et à la livre sterling, mais il s'est raffermi par rapport au yen japonais.

Le marché des actions américain a affiché des gains robustes, l'indice S&P 500 (en CAD) ayant généré un rendement de 27,4 %. L'économie a fait preuve d'une résilience remarquable malgré

un contexte difficile d'inflation persistante, de taux d'intérêt élevés, de chocs géopolitiques et de dynamique de consommation inégale.

L'activité économique réelle est demeurée positive, soutenue par la stabilité des dépenses des ménages, la poursuite des investissements dans les infrastructures d'intelligence artificielle (IA) et la stabilisation du marché du travail après une période de ralentissement en 2025.

Les fabricants de puces et les sociétés liées à l'infrastructure de l'IA avaient réaffirmé leur leadership, stimulés par les attentes en matière de dépenses d'investissement élevées pour les centres de données, la capacité informatique et les technologies destinées à améliorer la productivité. Cette situation a donné lieu au deuxième trimestre de 2026 à la plus forte progression trimestrielle de l'indice depuis 2020.

L'inflation a été un enjeu macroéconomique central au cours de la période. Après s'être améliorées pendant une bonne partie de 2025, les pressions sur les prix se sont de nouveau accentuées en 2026. Cette hausse reflète des coûts de l'énergie élevés en lien avec les tensions au Moyen-Orient, des pressions liées aux tarifs douaniers et des contraintes d'approvisionnement liées au boom des infrastructures d'intelligence artificielle. En juin, les prix du pétrole avaient reculé par rapport à leurs sommets du printemps, ce qui avait atténué les pressions à court terme sur l'inflation globale. Toutefois, l'inflation sous-jacente est demeurée supérieure à la cible de 2 % de la Réserve fédérale américaine (la « Fed »), ce qui a incité les décideurs à faire preuve de prudence.

À la fin de la période, le nouveau président de la Fed, Kevin Warsh, a maintenu les taux inchangés, mais a laissé entrevoir qu'une approche plus ferme serait privilégiée, l'évolution envisagée de la politique monétaire supposant une marge de manœuvre réduite pour un assouplissement à court terme et la possibilité d'un nouveau resserrement si l'inflation ne parvenait pas à s'améliorer.

Les onze secteurs de la classification industrielle mondiale standard (« GICS ») ont généré des rendements positifs au cours de la période de 12 mois. Les secteurs les plus performants ont été ceux des technologies de l'information, de l'énergie et de l'industrie. Les secteurs les moins performants ont été la finance, la consommation de base et la consommation discrétionnaire.

Au cours de la période, le dollar américain s'est apprécié par rapport à la plupart des autres grandes monnaies.

Le marché obligataire canadien a dégagé un rendement positif. Le rendement des obligations à 10 ans du gouvernement du Canada a évolué dans une fourchette plutôt large, les investisseurs prenant en considération le ralentissement de la croissance économique, l'évolution de la dynamique inflationniste et l'incertitude entourant la politique commerciale mondiale. La Banque du Canada (« BdC ») a procédé à deux autres baisses de 25 points de base, soit en septembre et en octobre 2025, ce qui a porté le taux directeur à 2,25 %, et elle a ensuite maintenu un taux stable pour cinq réunions consécutives. Les décideurs ont pris en compte la faiblesse de l'économie nationale et le ralentissement du marché du travail dans un contexte de hausse temporaire de l'inflation globale découlant essentiellement des coûts de l'énergie. Aux

États-Unis, le rendement des bons du Trésor sur 10 ans a également évolué dans une fourchette large au cours de la période de 12 mois. Il était de 3,9 % au début de l'année, puis a monté à 4,7 % en mai, avant de s'établir à 4,4 % au 30 juin 2026. La volatilité du marché obligataire a été prononcée tout au long de la période, en raison de l'escalade du conflit au Moyen-Orient et de ses répercussions sur les prix de l'énergie. La Réserve fédérale américaine a repris son cycle d'assouplissement au second semestre de 2025, procédant à trois réductions de 25 points de base, ce qui a ramené la fourchette cible des fonds fédéraux entre 3,50 % et 3,75 %. La Fed a ensuite maintenu les taux inchangés au terme de chacune des quatre réunions décisionnelles du premier semestre de 2026. Kevin Warsh, lors de sa première réunion à titre de président, a adopté un ton plus ferme que prévu, soulignant l'importance de maîtriser l'inflation. Les marchés ont donc commencé à prendre en compte des hausses de taux jusqu'en 2027.

Les écarts de rendement des obligations de sociétés de catégorie investissement se sont resserrés au second semestre de 2025, puis se sont élargis en raison des préoccupations occasionnées par les flux commerciaux mondiaux. Les tensions géopolitiques ont provoqué un regain de volatilité, ce qui a entraîné un nouvel élargissement des écarts de taux. Les obligations à rendement élevé ont également dégagé des rendements positifs, s'appuyant sur un taux de défaillance qui devrait demeurer relativement stable. Au final, la résilience des fondamentaux des entreprises, les rendements globaux attrayants et la demande exceptionnellement forte pour les obligations de première qualité ont ramené les écarts à une fourchette plus étroite et plus basse à la clôture de la période.

Au cours de la période, le Fonds a conservé une surpondération des titres de capitaux propres (qui comprend des placements alternatifs) et une sous-pondération des titres à revenu fixe par rapport à la répartition neutre de l'indice de référence. La pondération des actions est demeurée inchangée, tandis que celle des titres à revenu fixe a augmenté et le niveau de trésorerie a été réduit. Sur le plan géographique, la pondération du Canada a été augmentée et celle des États-Unis a été maintenue.

La proportion des placements en titres à revenu fixe a peu changé quoique l'exposition aux obligations étrangères, soit les bons du Trésor américain, ait été augmentée. Dans l'ensemble, la composante titres à revenu fixe a grandement contribué au rendement, en grande partie grâce aux placements dans le Fonds G.A. 1832 d'obligations de sociétés américaines de premier ordre en \$ US et dans le Fonds de titres de créance à court terme PLUS Dynamique, qui offre un rendement intéressant.

La répartition sectorielle est demeurée diversifiée, les secteurs de la finance, de l'énergie et de l'immobilier représentant les principales pondérations. Les secteurs des soins de santé et de la finance ont été étoffés, tandis que ceux de la consommation discrétionnaire, des services de communication et des matériaux ont été réduits. Sur le plan sectoriel et en termes absolus, les secteurs de la finance, de l'énergie et des services aux collectivités ont favorisé le rendement, tandis que ceux des services de communication l'ont légèrement défavorisé. La stratégie de couverture partielle du change adoptée a eu un effet défavorable sur le rendement et vise à réduire le risque de change. Parmi les

titres ayant le plus contribué à la performance, on retrouve la Banque Toronto-Dominion et la Banque Royale du Canada, tandis que ceux de Microsoft Corporation et de WSP Global Incorporated ont fait partie des titres qui l'ont le plus entravée.

La valeur liquidative du Fonds a augmenté, passant de 81,3 millions de dollars au 30 juin 2025 à 85,9 millions de dollars au 30 juin 2026. Cette variation s'explique par des rachats nets de 3,0 millions de dollars, par des gains sur les placements de 8,1 millions de dollars et par des distributions en trésorerie de 0,5 million de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements porteurs de revenu.

Certaines séries du Fonds peuvent, le cas échéant, verser des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées par une série est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés attribuée à la série en question, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement ou à atteindre ses objectifs de placement.

Événements récents

Aucun événement récent n'a eu ou n'est susceptible d'avoir une incidence importante sur le Fonds.

Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois.

Frais d'administration à taux fixe et frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

Commissions de courtage

De temps à autre, le Fonds peut conclure des opérations sur les titres en portefeuille avec Scotia Capitaux Inc. ou avec d'autres maisons de courtage liées dans lesquelles la Banque Scotia détient une participation importante (les « courtiers liés »). Ces courtiers liés peuvent toucher des commissions ou des marges dans la mesure où ces opérations sont réalisées selon des conditions comparables à celles des opérations effectuées avec des courtiers non liés.

Au cours de la période, le Fonds a versé des commissions s'élevant à 3 000 \$ à des courtiers liés.

Services de placement

Certains courtiers inscrits qui distribuent les actions du Fonds sont des parties liées au Fonds et au gestionnaire. Le gestionnaire peut verser une commission de suivi aux courtiers, qui est négociée avec ces derniers et dont le montant varie selon les actifs que leurs clients ont investis dans le Fonds. Au cours de la période, le gestionnaire pourrait également leur verser des commissions de suivi sur les titres achetés ou détenus au moyen d'un compte de courtage réduit.

Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires, de services de garde et des opérations de courtage, de change ou sur instruments dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs d'actions procèdent à des échanges d'actions entre des séries libellées dans des monnaies différentes.

Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de cinq membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter, Cecilia Mo et Jim Lampard – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Ces dernières permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue dans un conflit d'intérêts donné, pourvu qu'il se conforme aux politiques et aux procédures établies pour traiter le conflit d'intérêts en question et fasse périodiquement rapport au CEI sur la situation. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 \$ (77 000 \$ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis équitablement par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Les frais du CEI peuvent comprendre des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel d'actions en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;
- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;
- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;
- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire a suivi les directives permanentes du CEI au sujet des opérations avec des parties liées.

Actif net par action du Fonds (\$)¹)

	Augmentation (diminution) liée aux activités						Distributions					Actif net, à la clôture de la période ¹⁾
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains (pertes) latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités ²⁾	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions ³⁾	
Pour la période close le												
Série A												
30 juin 2026	15,35	0,53	(0,35)	0,41	0,89	1,48	–	(0,20)	(0,21)	–	(0,41)	16,42
30 juin 2025	14,08	0,62	(0,35)	0,63	0,66	1,56	–	(0,22)	(0,02)	–	(0,24)	15,35
30 juin 2024	13,66	0,57	(0,31)	0,06	0,20	0,52	–	(0,17)	–	–	(0,17)	14,08
30 juin 2023	13,36	0,50	(0,31)	0,05	0,19	0,43	–	(0,06)	(0,08)	–	(0,14)	13,66
30 juin 2022	14,07	0,38	(0,33)	0,25	(0,78)	(0,48)	–	(0,17)	(0,15)	–	(0,32)	13,36
Série F												
30 juin 2026	18,60	0,64	(0,22)	0,50	1,08	2,00	–	(0,24)	(0,27)	–	(0,51)	20,11
30 juin 2025	16,89	0,75	(0,26)	0,76	0,74	1,99	–	(0,25)	(0,03)	–	(0,28)	18,60
30 juin 2024	16,18	0,68	(0,19)	0,08	0,37	0,94	–	(0,17)	–	–	(0,17)	16,89
30 juin 2023	15,65	0,59	(0,19)	0,05	0,25	0,70	–	(0,05)	(0,12)	–	(0,17)	16,18
30 juin 2022	16,46	0,44	(0,19)	0,30	(0,89)	(0,34)	–	(0,15)	(0,39)	–	(0,54)	15,65
Série FT – Les actions de série FT ont été lancées le 7 janvier 2022.												
30 juin 2026	9,37	0,32	(0,11)	0,25	0,53	0,99	–	(0,13)	(0,16)	(0,43)	(0,72)	9,64
30 juin 2025	8,99	0,39	(0,15)	0,41	0,34	0,99	–	(0,21)	(0,02)	(0,42)	(0,65)	9,37
30 juin 2024	8,97	0,38	(0,10)	0,15	0,61	1,04	–	(0,08)	–	(0,37)	(0,45)	8,99
30 juin 2023	9,04	0,34	(0,11)	0,10	(0,21)	0,12	–	(0,04)	–	(0,43)	(0,47)	8,97
30 juin 2022	10,00	0,09	(0,05)	0,14	(1,49)	(1,31)	–	–	–	(0,21)	(0,21)	9,04
Série I												
30 juin 2026	20,33	0,71	(0,05)	0,55	1,18	2,39	–	(0,27)	(0,30)	–	(0,57)	22,18
30 juin 2025	18,34	0,82	(0,14)	0,85	0,85	2,38	–	(0,28)	(0,03)	–	(0,31)	20,33
30 juin 2024	17,44	0,73	(0,04)	0,09	0,31	1,09	–	(0,21)	–	–	(0,21)	18,34
30 juin 2023	16,71	0,63	(0,04)	0,05	0,27	0,91	–	(0,04)	(0,14)	–	(0,18)	17,44
30 juin 2022	17,65	0,47	(0,04)	0,32	(0,84)	(0,09)	–	(0,16)	(0,65)	–	(0,81)	16,71
Série T												
30 juin 2026	7,34	0,25	(0,16)	0,19	0,43	0,71	–	(0,10)	(0,10)	(0,34)	(0,54)	7,50
30 juin 2025	7,04	0,31	(0,17)	0,31	0,32	0,77	–	(0,11)	(0,01)	(0,33)	(0,45)	7,34
30 juin 2024	7,16	0,29	(0,16)	0,02	0,09	0,24	–	0,08	–	(0,34)	(0,42)	7,04
30 juin 2023	7,35	0,27	(0,16)	0,02	0,11	0,24	–	(0,06)	(0,10)	(0,28)	(0,44)	7,16
30 juin 2022	8,14	0,21	(0,18)	0,14	(0,37)	(0,20)	–	(0,08)	(0,07)	(0,43)	(0,58)	7,35

1) Ces renseignements proviennent des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par action présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par action. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par action à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ».

2) L'actif net par action et les distributions par action sont établis selon le nombre réel d'actions en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par action est fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour une série donnée au cours de la période.

3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des actions supplémentaires du Fonds.

Ratios et données supplémentaires

	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$)¹)	Nombre d'actions en circulation¹)	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%)²)	RFG avant abandon ou absorption des charges (%)²)	Ratio des frais d'opérations (%)³)	Taux de rotation du portefeuille (%)⁴)	Valeur liquidative par action (\$)¹)
Aux							
Série A							
30 juin 2026	49 308	3 002 050	2,19	2,19	0,07	17,54	16,42
30 juin 2025	45 098	2 937 512	2,18	2,18	0,06	11,32	15,35
30 juin 2024	45 386	3 224 326	2,15	2,15	0,13	20,61	14,08
30 juin 2023	54 982	4 025 172	2,18	2,18	0,03	37,88	13,66
30 juin 2022	50 645	3 791 731	2,18	2,18	0,03	40,28	13,36
Série F							
30 juin 2026	22 422	1 115 164	1,06	1,06	0,07	17,54	20,11
30 juin 2025	22 664	1 218 499	1,07	1,07	0,06	11,32	18,60
30 juin 2024	20 640	1 222 334	1,05	1,05	0,13	20,61	16,89
30 juin 2023	22 001	1 359 789	1,05	1,05	0,03	37,88	16,18
30 juin 2022	21 045	1 344 905	1,05	1,05	0,03	40,28	15,65
Série FT							
30 juin 2026	368	38 149	1,06	1,06	0,07	17,54	9,64
30 juin 2025	378	40 355	1,04	1,04	0,06	11,32	9,37
30 juin 2024	499	55 472	1,05	1,05	0,13	20,61	8,99
30 juin 2023	225	25 055	1,06	1,06	0,03	37,88	8,97
30 juin 2022	7	728	1,09*	1,16*	0,03	40,28	9,04

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) ¹⁾	Nombre d'actions en circulation ¹⁾	Ratio des frais de gestion (« RFG ») (%) ²⁾	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) ²⁾	Ratio des frais d'opérations (%) ³⁾	Taux de rotation du portefeuille (%) ⁴⁾	Valeur liquidative par action (\$) ¹⁾
Série I							
30 juin 2026	4 617	208 199	0,12	0,12	0,07	17,54	22,18
30 juin 2025	4 499	221 285	0,12	0,13	0,06	11,32	20,33
30 juin 2024	5 073	276 636	0,12	0,12	0,13	20,61	18,34
30 juin 2023	5 433	311 607	0,12	0,12	0,03	37,88	17,44
30 juin 2022	5 355	320 498	0,12	0,12	0,03	40,28	16,71
Série T							
30 juin 2026	9 176	1 223 988	2,16	2,16	0,07	17,54	7,50
30 juin 2025	8 674	1 182 160	2,15	2,15	0,06	11,32	7,34
30 juin 2024	8 314	1 181 792	2,12	2,12	0,13	20,61	7,04
30 juin 2023	11 776	1 644 653	2,13	2,13	0,03	37,88	7,16
30 juin 2022	11 951	1 625 183	2,13	2,13	0,03	40,28	7,35

- * Annualisé
- 1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.
- 2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.
- 3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.
- 4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autres [†] (%)
Série A	1,85	52,1	47,9
Série F	0,85	—	100,0
Série FT	0,85	—	100,0
Série I*	s. o.	—	—
Série T	1,85	50,9	49,1

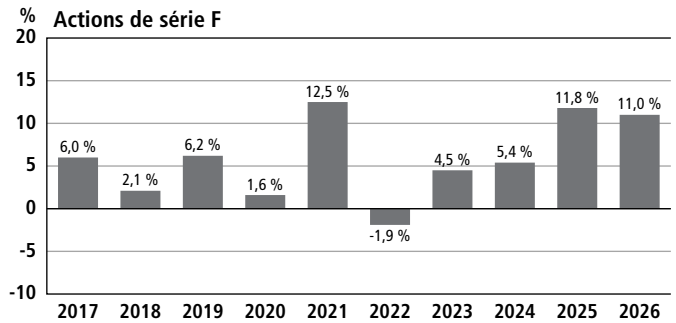
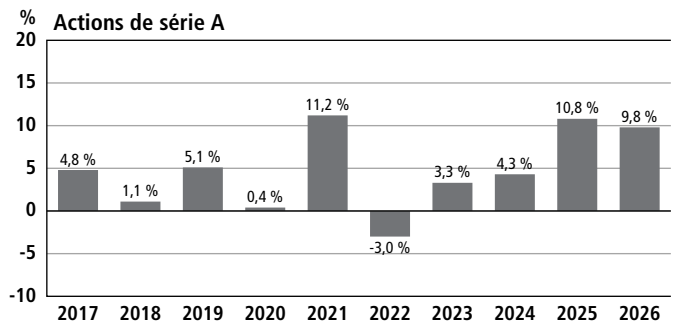
- * Les frais de gestion de cette série sont négociés et payés directement par les porteurs d'actions concernés et non par le Fonds.
- † Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

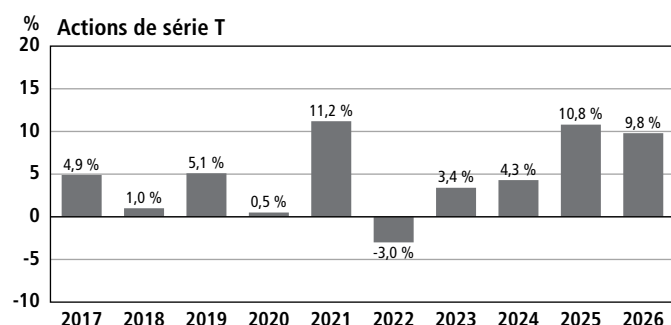
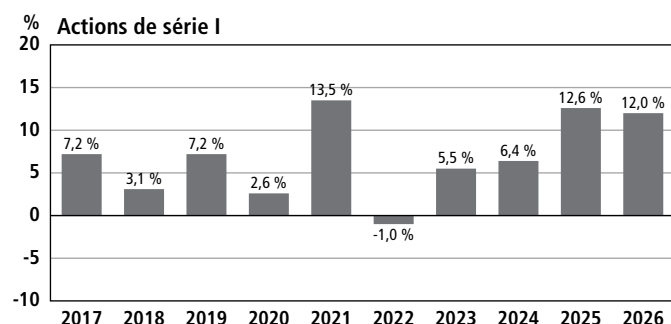
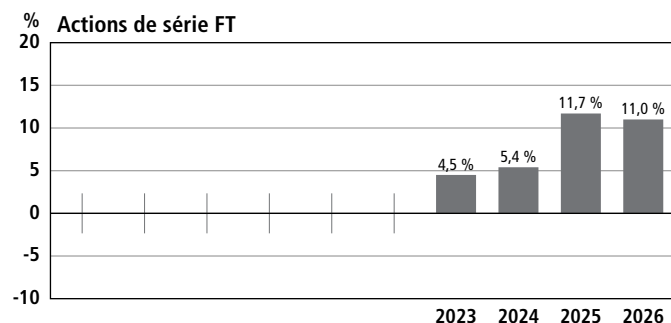
Rendement passé

Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des actions additionnelles de la même série. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

Rendements annuels

Les graphiques ci-dessous présentent le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque exercice, d'un placement effectué le premier jour de l'exercice pour cette série.





Rendements annuels composés

Le tableau ci-dessous des rendements annuels composés compare le rendement de chacune des séries du Fonds avec celui d'un ou de plusieurs indices de référence. Un indice de référence consiste soit en un indice unique, soit en un groupe d'indices. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement à la performance des indices de référence, qui ne comportent ni frais ni charges.

		Un an	Trois ans	Cinq ans	Dix ans	Depuis l'établissement
Série A	%	9,8	8,3	4,9	4,7	—
Indice de référence mixte*	%	17,4	13,7	7,8	7,3	—
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7	—
Série F	%	11,0	9,4	6,1	5,8	—
Indice de référence mixte*	%	17,4	13,7	7,8	7,3	—
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7	—

		Un an	Trois ans	Cinq ans	Dix ans	Depuis l'établissement
Série FT	%	11,0	9,4	—	—	5,4
Indice de référence mixte*	%	17,4	13,7	—	—	8,2
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	—	—	15,1
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	—	—	1,5
Série I	%	12,0	10,3	7,0	6,8	—
Indice de référence mixte*	%	17,4	13,7	7,8	7,3	—
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7	—
Série T	%	9,8	8,3	5,0	4,7	—
Indice de référence mixte*	%	17,4	13,7	7,8	7,3	—
Indice composé S&P/TSX	%	32,9	23,5	14,9	12,8	—
Indice des obligations universelles FTSE Canada	%	3,5	4,4	0,8	1,7	—

* L'indice de référence mixte est composé à 50 % de l'indice composé S&P/TSX et à 50 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada.

Description des indices

Indice des obligations universelles FTSE Canada – Cet indice pondéré en fonction de la capitalisation boursière est composé d'obligations de sociétés et d'État à taux fixe de catégorie investissement, émises au Canada, libellées en dollars canadiens et dont le terme à courir est d'au moins un an. L'indice est pondéré en fonction de la capitalisation boursière.

Indice composé S&P/TSX – Cet indice sectoriel couvrant l'ensemble de l'économie comprend environ 95 % de la capitalisation boursière des sociétés canadiennes inscrites à la Bourse de Toronto.

Une analyse du rendement du Fonds par rapport à celui de son ou de ses indice(s) de référence est présentée à la rubrique « Résultats d'exploitation » du présent rapport.

Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-268-8186 ou en consultant notre site Web à l'adresse www.dynamique.ca dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre, sauf pour les données au 30 juin, date de clôture d'exercice du Fonds, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Par catégorie d'actif	% de la valeur liquidative
Actions	53,1
Fonds sous-jacents	24,3
Obligations et débentures	16,4
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	6,8
Autres éléments d'actif (de passif) net	-0,6

Par pays / région ¹⁾	% de la valeur liquidative
Canada	63,3
États-Unis	29,8
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	6,8
Irlande	0,7

Par secteur ¹⁾²⁾	% de la valeur liquidative
Finance	24,7
Fonds de titres à revenu fixe	12,3
Énergie	9,0
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	6,8
Industrie	5,9
Immobilier	5,2
Technologies de l'information	4,3
Consommation discrétionnaire	3,7
Soins de santé	3,1
Services aux collectivités	2,7
Fonds d'actions étrangères	2,4
Matériaux	2,3
Consommation de base	1,8

25 principaux titres en portefeuille	% de la valeur liquidative
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	6,8
Fonds G.A. 1832 d'obligations de sociétés américaines de premier ordre en \$ US, série I	5,3
Fonds de titres de créance à court terme PLUS Dynamique, série O	4,7
Fonds d'obligations à rendement total Dynamique, série O	4,5
Trésor des États-Unis, 2,750 %, 15 août 2032	4,2
Gouvernement du Canada, 1,250 %, 1 ^{er} mars 2027	3,2
Gouvernement du Canada, 1,500 %, 1 ^{er} déc. 2031	3,1
Banque Royale du Canada	2,6
La Banque Toronto-Dominion	2,6
Trésor des États-Unis, 4,125 %, 30 sept. 2027	2,5
Fonds G.A. 1832 d'obligations de sociétés canadiennes de premier ordre, série I	2,4
Fonds de revenu immobilier et infrastructure II Dynamique, série O	2,3
La Banque de Nouvelle-Écosse	2,3
Enbridge Inc.	2,3
Trésor des États-Unis, 3,000 %, 15 août 2052	2,2
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada	2,0
Williams Companies, Inc. (The)	1,9
Intact Corporation financière	1,9
Canadien Pacifique Kansas City Limitée	1,9
Corporation TC Énergie	1,9
Apple Inc.	1,8
Microsoft Corporation	1,8
Fonds de revenu de retraite Dynamique, série O	1,7
Canadian Natural Resources Limited	1,6
Fortis Inc.	1,6

1) Compte non tenu des autres éléments d'actif (de passif) net et des instruments dérivés.

2) Compte non tenu des obligations et des débentures.